



## Nous ne paierons pas leur crise, nous ne paierons pas leur dette !

### Une dette illégitime

Nous sommes rentrés dans une nouvelle phase de la crise commencée en 2008 : de la Grèce à l'Espagne, de l'Italie au Portugal, la crise de la dette publique s'étend et menace de faire éclater la zone euro. Cette crise de la dette est illégitime par son origine : le renflouement des capitalistes lors de la crise de 2008, avec l'intervention massive des États pour racheter aux banques leurs titres « toxiques » liés à la spéculation immobilière aux États-Unis, mais aussi les politiques de relance par l'investissement menées depuis 2 ans par l'État et les collectivités territoriales. A cette cause de fond ont aussi concouru les cadeaux fiscaux aux plus riches et les dépenses liées aux guerres impérialistes en Libye et en Afghanistan.

Afin de refuser de payer une dette dont les capitalistes sont les seuls responsables, il faut une réponse à la hauteur des enjeux, une réponse massive, unitaire, pour reconstruire un rapport de force favorable aux travailleurs et à la majorité de la population. Pour l'heure, les réactions syndicales, comme la journée de grève dans l'éducation le 27 septembre ou la journée d'action interprofessionnelle du 11 octobre, paraissent bien en retrait par rapport à ce qu'il faudrait. Il faut néanmoins y participer pour préparer les suites et construire les convergences.

### La campagne Philippe Poutou

Celles et ceux qui ont suivi le poussif premier débat des primaires socialistes l'auront constaté : malgré quelques différences à la marge, les six prétendants partagent le même « socle commun », pour reprendre l'expression de Martine Aubry. Ils se refusent à rompre avec les deux dogmes libéraux : celui de « la nécessaire réduction des déficits », qui amènera un futur « gouvernement de gauche » à suivre la politique dictée par les marchés, mais aussi celui qui considère qu'on ne peut lutter contre le chômage qu'en arrosant le patronat de subventions et de baisses de « charges ».

Il n'y a donc rien à attendre de cette gauche là qui, une fois au pouvoir, mènera la même politique que celle que mènent les socialistes grecs, portugais ou espagnols. Convaincu qu'il faut virer non seulement Sarko, mais aussi et surtout sa politique, le NPA a décidé de présenter la candidature de notre camarade Philippe Poutou, ouvrier et militant syndical à Ford Blanquefort. Il portera dans les urnes la voix d'une gauche des luttes, une gauche indépendante des sociaux-libéraux, une gauche de rassemblement des anticapitalistes.

### SOMMAIRE

- Grève à la Sauvegarde *p.2*
- Palestine : rassemblement à Chambéry *p.2*
- Stop à la centrale du Bugey *p.3*
- Procès des 6 de Savoie *p.4*
- Création d'un collectif No Tav en Savoie *p.5*
- 11 octobre : les modalités définies jeudi *p.5*
- Présidentielle : campagne Poutou *p.6*
- Rentrée scolaire : grève le mardi 27 *p.7*

### L'AGENDA MILITANT

**Mardi 27 septembre, 10h :** grève dans l'éducation et manifestation à Chambéry

**Mercredi 28 septembre, 19h30 :** réunion publique de Sortir du Nucléaire, salle Pierre Cot, à Chambéry

**Mardi 11 octobre 2011 :** Journée d'action interpro

**Samedi 15 octobre, 13h30 :** Manifestation à la centrale du Bugey pour demander sa fermeture (départ en car de Chambéry)

## LES LUTTES

### La Sauvegarde est en grève !

Les travailleurs de la Sauvegarde de l'enfance, qui gère de nombreux foyers de jeunes dans tout le département, sont en grève depuis le mercredi 14 septembre. Après avoir subi deux plans sociaux, deux restructurations et 50 licenciements, les 200 salariés de la Sauvegarde de l'Enfance ne supportent plus les nouvelles conditions de « management » qui leur sont imposées. Les horaires de travail se dégradent, l'organisation du travail est de plus en plus pesante pour les salariés, comme en témoigne la multiplication des arrêts de travail. Bien que la CFDT ne soit pas présente dans le mouvement, la grève est suivie à 70 % dans les internats et vient d'être reconduite par l'AG du mardi 22 septembre.

La grève de la Sauvegarde intervient dans un contexte de dégradation très marquée des conditions de travail dans le secteur social. Avec la nouvelle mise en concurrence des établissements, les directions s'attachent à améliorer leur compétitivité, en faisant baisser leur masse salariale. Sous la contrainte financière de sa tutelle (Conseil général, Protection judiciaire de la jeu-

nesse...), la direction de la Sauvegarde rogne ainsi sur les avantages des conventions collectives et les nouveaux entrants sont embauchés sur des grilles de salaire moins avantageuses que les anciens.

Les autres établissements du secteur social sont touchés par la même politique. Le 31 août, la Fédération des Etablissements Hospitaliers et de l'Aide à la Personne (FEHAP), un puissant syndical patronal, a ainsi dénoncé la Convention Collective 51, celle qui gère par exemple les salariés de la Sasson ou de l'Accueil savoyard. De son côté, le SYNEAS (syndicat patronal issu de la fusion de la SNASEA et du SOP) va dénoncer la Convention Collective 66, qui concerne les salariés de la Ribambelle. Il est vraisemblable qu'il va en aller de même pour la Convention Collective de la Croix-Rouge. Cela montre l'urgence de la construction d'un mouvement unitaire, capable de rassembler l'ensemble des salariés du secteur de l'action sanitaire et sociale, afin d'en finir avec cette politique de casse de tous les acquis sociaux.

## PALESTINE

### Rassemblement à Chambéry



A l'appel de l'AFPS et des autres associations de solidarité avec la Palestine, une soixantaine de Chambériens se sont rassemblés mardi 20 septembre, afin de soutenir l'initiative d'adhésion de la Palestine à l'ONU. Bien que le NPA n'ait aucune illusion sur l'ONU, pas plus que sur l'Autorité palestinienne, qui a pris cette initiative sans y associer l'ensemble du mouvement national palestinien, alors même que son mandat est pourtant arrivé à expiration (voir notre analyse détaillée sur [\[savoie.fr/npa/spip.php?article695\]\(http://npa-savoie.fr/npa/spip.php?article695\)\), nous nous félicitons qu'une action de solidarité avec le peuple palestinien ait pu être organisée. L'urgence est en effet là : il faut exiger le démantèlement de toutes les colonies, la reconnaissance des droits nationaux des Palestiniens, à commencer bien évidemment par le droit au retour des réfugiés et de leurs descendants, et organiser une réelle solidarité internationale, en développant la campagne BDS \(Boycott, Désinvestissement, Sanctions\).](http://npa-</a></p></div><div data-bbox=)

# SORTIR DU NUCLEAIRE

## Arrêtons la centrale du Bugey tout de suite !

Le Bugey : pour certains une très belle région de l'Ain, pour d'autres un endroit paumé à quelques kilomètres de la Savoie et pour quelques-uns une « bombe nucléaire » dans notre voisinage proche.

La centrale nucléaire du Bugey (à Saint-Vulbas, Ain), située seulement à 55 km de Chambéry, dispose de 4 réacteurs mis en service depuis 1978. Le site fait actuellement l'objet d'une expertise afin qu'une prolongation de dix ans de sa durée de fonctionnement soit accordée à EDF. On notera que la « fameuse » centrale de Fukushima, construite à la même époque que celle du Bugey, aurait dû elle aussi être fermée pour respecter le délai d'usure matérielle estimé à 30 ans, mais qu'à la demande de l'opérateur Tepco, les autorités ont accordé un délai d'exploitation supplémentaire de dix ans.

Bien évidemment, la centrale du Bugey n'est pas construite au bord de la mer mais il existe un certain nombre de risques et surtout une accumulation possible de risques qui peuvent provoquer une catastrophe. La leçon de Fukushima en matière de sûreté nucléaire, c'est-à-dire l'accumulation des risques, n'a pas du tout été prise en compte lors de la construction de la centrale il y a 30 ans : pour l'ensemble des spécialistes, les standards de sécurité de l'époque sont aujourd'hui dépassés.

Sortir du Nucléaire 73 (SND 73) et le collectif régional STOP Bugey mènent actuellement une grande campagne pour l'arrêt immédiat de la centrale. En Savoie, des diffusions de tracts, des collages d'affiches ont été mis en place et une **réunion publique d'information est organisée par SDN 73 le mercredi 28 septembre à 19h30 à la salle Pierre Cot (quai des Allobroges à Chambéry)** pour informer et mobiliser la population. Cette mobilisation passe par tous les niveaux, par la population mais aussi par les institutions : SDN 73 a demandé à plusieurs instances (conseil municipal etc.) de prendre position sur la question et un vœu sera déposé

au conseil municipal de Chambéry le 26 septembre par des élus municipaux, parmi lesquels Laurent Ripart élu avec la liste « Chambéry 100% à gauche ».

La date phare de cette mobilisation est le **15 octobre**. Il s'agit d'une date nationale avec des manifestations régionales dans toute la France. Le même jour les indi-



*La centrale du Bugey*

gnés de toute l'Europe appellent à une journée de mobilisation. A notre avis, les questions écologiques et les questions sociales sont intrinsèquement liées : il faut transformer cette journée en une grande journée d'indignation et de mobilisation à la fois contre le chômage, la vie chère, la précarité et l'austérité mais aussi contre la catastrophe écologique et le nucléaire civil et militaire.

### **Un départ collectif en car**

est organisé ce jour-là **depuis Chambéry** pour **manifester devant la centrale du Bugey**. Pour s'inscrire ou pour plus d'informations concernant le départ collectif en car, contacter : [sdn73@no-log.org](mailto:sdn73@no-log.org) ou téléphoner au 06-60-26-95-58.

Le NPA Savoie soutient et s'investit pleinement dans cette campagne. **Nous luttons pour une sortie du nucléaire en 10 ans**, qui devrait commencer par la fermeture de toutes les vieilles centrales en France (Bugey, Fessenheim etc.). Pour être nécessaire, cette fermeture ne serait pas suffisante et nous rejetons les scénarios dits « de transition énergétique » ou de sortie en 25 ou 40 ans, autant de propositions qui visent à « cacher la forêt », autrement dit à éviter d'envisager concrètement la sortie du nucléaire en mettant en place les financements et la transition éco-socialiste pour y arriver. Seule une mobilisation populaire pourra imposer la sortie du nucléaire, une mobilisation qui visera à faire payer aux grands groupes énergétiques le coût de la transition éco-socialiste, mais aussi le maintien de tous les emplois qui constitue pour nous un point essentiel dans cette politique. **Sortons du nucléaire !**

## Procès des 6 de Savoie : l'accusation ridiculisée !

C'est avec le soutien d'environ 150 militants, qui s'étaient rassemblés dès midi, que les 6 de Savoie sont entrés, jeudi 15 septembre à 14h, dans la salle d'audience du tribunal d'appel de Chambéry. Après avoir été une première fois relaxés par le tribunal correctionnel de l'accusation d'avoir occupé les voies ferrées de la gare de Chambéry



*Rassemblement devant le Palais de justice*

dans le contexte de la grève générale de l'automne 2010, les 5 militants de SUD et de la CGT, ainsi que le journaliste de la Voie des Allobroges, se trouvaient une nouvelle fois au banc des accusés, la SNCF et le procureur ayant décidé de faire appel.

L'avocat de la partie civile a été bref : rappelant que le tribunal correctionnel avait déjà relaxé les accusés en expliquant que l'accusation n'avait pu avancer aucune preuve de ses accusations, il lui a fallu reconnaître qu'il n'était pas en mesure d'apporter des éléments susceptibles de prouver que les accusés avaient bien arrêté les trains, regrettant pour finir que les accusés n'aient pas eu l'amabilité de bien vouloir se dénoncer. L'avocat général a estimé qu'il fallait relaxer Mikaël Chambru – le journaliste de la Voie des Allobroges envoyé par le procureur devant le tribunal correctionnel – et n'a requis aucune peine contre les 5 syndicalistes, expliquant qu'en l'état de la jurisprudence il pouvait s'avérer difficile pour le tribunal de les condamner.

Devant la faiblesse de l'accusation, les avocats des syndicalistes se sont contentés de relever le vide

abyssal des dossiers fournis par l'accusation et ont pointé de nombreuses contradictions dans les affirmations de la SNCF. L'avocat de Mikaël Chambru a été

beau-coup plus incisif, expliquant que l'accusation portée contre son client relevait d'une évidente manipulation policière : il a

par exemple démontré que la police avait transmis à la justice des photos de Mikaël Chambru soigneusement cadrées pour que l'on ne puisse voir qu'il tenait à la main la caméra destinée à effectuer son travail ! Visiblement, les reportages que Mikaël Chambru avait consacrés aux violences policières, dans les jours précédant cette occupation, n'avaient guère été du goût des chefs de la police chambérienne, qui ont ainsi cherché à l'intimider.

Si le jugement a été mis en délibéré pour le 13 octobre, on ne voit donc pas comment les 6 de Savoie pourraient être condamnés après que les accusations du procureur et de la partie civile ont été ainsi tournées en ridicule. Il nous reste donc à conseiller au préfet de Savoie de renvoyer les responsables de la police chambérienne en formation, afin de leur apprendre à manipuler avec peu plus de professionnalisme leurs dossiers, ce qui leur évitera de dépenser à nouveau pour rien l'argent public la prochaine fois qu'il leur viendra à l'idée d'envoyer devant les tribunaux des militants par trop encombrants ou un journaliste insuffisamment docile.

## NO TAV

### Création d'un collectif en Savoie

En solidarité avec le combat de la vallée de Suse, un collectif No Tav s'est formé à Chambéry. Il ne réunit que trois organisations (NPA, Alternatifs, Fédération Anarchiste), mais peut compter sur la participation à titre individuel d'une dizaine de militants venus d'horizons très divers (d'Europe-Ecologie-les-Verts, de Solidaires, des milieux décroissants, de la mouvance libertaire, mais aussi... du Modem), ce qui devra nécessairement amener des clarifications dans les semaines qui vont venir.



Dans l'immédiat, ce collectif a besoin de se renforcer. Ses portes sont donc ouvertes à tous ceux, organisations ou individus, qui veulent mener le combat contre ce projet productiviste et capitaliste. La prochaine réunion du collectif aura lieu le jeudi 6 octobre, à 19h, salle B 112, à la Maison des Associations de Chambéry.

## 11 OCTOBRE

### Les modalités seront définies jeudi

Alors que nous connaissons une régression sociale comme nous n'en n'avons encore jamais connu, alors aussi que les gouvernements européens se préparent à nous présenter la facture de la crise du capitalisme, la riposte syndicale n'est une nouvelle fois pas à la hauteur. Annoncée depuis plusieurs mois, la journée nationale d'action du 11 octobre ne parvient pas à se construire efficacement, la CFDT mettant son veto à tout appel à la grève, qui n'a pourtant rarement été aussi légitime. Les modalités de cette journée d'action en Savoie seront définies le jeudi 22 septembre

Depuis de nombreuses années, le NPA milite contre la construction du Lyon-Turin, en particulier avec les Alternatifs avec qui nous avons mené, dans le cadre des dernières élections cantonales, une campagne commune sur ce sujet. La construction de ce TGV semi-privé, dont les billets seront inaccessibles au plus grand nombre, coûtera en effet au moins 20 milliards d'euros qui seraient bien mieux utilisés ailleurs : il suffirait par exemple du cinquantième de cette somme pour doter la région Rhône-Alpes d'un nouveau réseau de TER à la fois plus efficace et gratuit.

Par ailleurs, nous considérons que ce projet n'est pas de nature à favoriser un report de la route vers le rail, mais que les trains ne feront que s'ajouter aux camions, ce qui aggravera encore un peu plus la détérioration de l'environnement dans nos vallées : comment ne pas remarquer que les politiciens qui soutiennent aujourd'hui le projet en expliquant aux Mauriennais que le Lyon-Turin déchargera les camions de l'autoroute sont précisément ceux qui leur ont hier expliqué qu'il fallait construire l'autoroute de Maurienne pour décharger les camions de la nationale, avec le succès que l'on connaît ? Enfin, nous considérons que c'est aux populations de décider et qu'il est inadmissible qu'une poignée de politiciens puisse imposer un tel projet aux populations de la vallée de Suse qui n'en veulent pas.

par l'intersyndicale, mais il y a fort à parier qu'elles ne seront donc pas à la hauteur des enjeux. Quoiqu'il en soit, il est nécessaire de participer à cette mobilisation, si décevante soit-elle. Nous avons aujourd'hui besoin de faire feu de tout bois, en utilisant tous les rassemblement comme points d'appui pour tous ceux qui refusent la résignation. Continuer la lutte partout où cela sera possible, coordonner, prendre des initiatives de mobilisation : notre feuille de route est moins que jamais une page blanche.

## Philippe Poutou : un candidat porte-parole des sans voix

Les 25 et 26 juin derniers, les militants délégués du NPA, réunis lors d'une conférence nationale, ont défini la démarche de notre parti pour les prochaines élections présidentielle et législatives et acté majoritairement le lancement de notre campagne, en désignant Philippe Poutou comme candidat du NPA.

Cette campagne répondra à la crise du système capitaliste et à ses conséquences désastreuses pour la population et le monde

du travail. Face aux gouvernements de droite comme de gauche qui orchestrent les plans d'austérité au service des classes dominantes responsables de cette crise, les solutions existent mais elles doivent être radicales. Dans cette campagne, nous défendrons donc un programme d'urgence économique et sociale : annulation de la dette, interdiction des licenciements, développement des services publics et notamment d'un service public bancaire sous le contrôle des salariés et au service de la population, réduction du temps de travail, retour aux 37,5 annuités, augmentation de tous les revenus, sortie du nucléaire. Notre campagne liera donc la défense des revendications de la vie quotidienne de la population et la manière de les imposer, par la mobilisation du monde du travail, pour organiser la société selon d'autres intérêts que ceux des capitalistes.

Le profil social et politique de notre candidat Philippe Poutou illustre pleinement ce projet. « Ouvrier candi-

dat », Philippe Poutou est en effet un militant dont la vie a été marquée par la révolte contre les injustices sociales, l'aspiration à d'autres rapports humains, à une autre société. Après des années de galère et d'intérim, il est embauché à l'usine Ford de Blanquefort, près de Bordeaux, en 1996, où il devient un militant syndical actif, sans renoncer pour autant à son combat politique. Pour lui, militantisme social et militantisme politique sont indissociables. Il a été candidat à diverses élections, pour

la LCR, puis pour le NPA, entre autres comme tête de liste en Aquitaine lors des dernières régionales, tandis qu'il poursuivait, en tant que secrétaire de la section CGT de Ford, le combat que mènent, depuis plusieurs années, les salariés de l'usine contre sa fermeture, multipliant les initiatives – dont deux « descentes » au salon de l'automobile –, cherchant à s'associer, en permanence et avec succès, le soutien des autres salariés,

l'aide des autres forces politiques de gauche et celle des collectivités locales.

Mais avoir un candidat ne suffit pas pour être présent aux élections présidentielles. Il faut pour cela déposer au minimum 500 parrainages au conseil constitutionnel avant mars prochain. Cette règle antidémocratique est une véritable barrière pour notre organisation, comme pour tous les petits partis, et réclame un investissement militant et financier important, qui ne nous permet pas de mener une campagne à égalité avec les partis institutionnels.



### ***SOS Signatures !***

*Vous connaissez un maire, un conseiller général ou un conseiller régional ? N'hésitez pas à lui demander s'il ne voudrait pas donner sa signature pour Philippe Poutou et rencontrer des militants du NPA pour en parler. Il ne s'agit pas là de lui demander un soutien politique au NPA, mais simplement de faire un geste démocratique, en permettant à un militant ouvrier de pouvoir porter la voix des anticapitalistes lors de cette élection présidentielle.*

## RENTREE SCOLAIRE

### Le récit d'un instituteur en colère

Deux profs qui se rencontrent, ça commence toujours par:

- Alors combien t'en as cette année?

- Moi, j'en ai 28 ou 30...

C'est la question rituelle. Chaque année 16 000 postes sont supprimés et rares sont les endroits où les classes ne sont pas surchargées.

C'est pareil en maternelle. 28 enfants de 3 ans sont accueillis dans ma classe. Certains quittent pour la première fois leur mère. Le matin, il y a 2 adultes pour s'occuper d'eux (un instituteur et une ATSEM). Pendant une grande partie de l'après-midi, je suis seul face aux élèves. En crèche, les normes sont d'un adulte pour 8.

A l'école primaire, les cours doubles et chargés se multiplient. Les mêmes sont crevés. Leurs parents ont des horaires de travail complètement éclatés, travail précaire, loin du lieu d'habitation. Du coup les gamins se tapent cantines, garderies pour des journées de 8 à 10 heures. 3 jours après la rentrée, j'ai 12 petits à la cantine, 22 qui viennent à la sieste et 2 qui resteront en plus le soir à la garderie.

En plus, ça flique de tous les côtés : les personnels et les élèves. Cette année, pour accorder une absence, l'inspecteur local doit directement en référer personnellement à l'inspecteur d'académie qui doit donner son accord (à cause du manque cruel de remplaçants).

Les élèves sont astreints à des évaluations à répétitions. En lisant les énoncés de ces évaluations, on se dit souvent qu'on ne pourrait pas faire mieux si l'on voulait mettre volontairement les élèves en échec.

C'est la pédagogie de l'Etat de droite. Les élèves et les profs par ricochet sont tenus individuellement responsables de leurs résultats. Cette année, les résultats seront enregistrés dans une base de donnée nationale (base élève pour le premier degré, livret de compétence personnel au collège). Ce livret suivra l'élève toute sa vie. On y renseigne des informations qui n'ont rien à voir avec l'école : ressources de la famille, nationalité, logement, activité extra scolaires etc... C'est pire que le passeport ouvrier du XIXe siècle...

La formation des enseignants a disparu (y compris pour les nouveaux). Ceux qui nous gouvernent doivent penser qu'il ne sert à rien d'apprendre notre métier puisqu'il se réduit à du bachotage et à l'enregistrement de résultats d'évaluation.

C'est comme à la poste, à l'hôpital, ou encore comme pour le téléphone ou l'électricité... Chaque année, l'état de destruction de l'éducation s'aggrave un peu plus. La profession s'est peu mobilisée l'an dernier sur les retraites ou les postes en dehors des « temps forts inter-syndicaux ». De fait, c'est un encouragement à poursuivre pour ceux qui nous gouvernent.

### **Mardi 27 septembre : grève dans l'éducation nationale**

*Contre les suppressions de postes et les classes surchargées, les instits et les profs seront en grève le mardi 27 septembre, à l'appel de la FSU, de l'UNSA, du SGEN-CFDT et de la CGT, et avec le soutien des parents d'élèves de la FCPE. Une manifestation départementale est organisée à 10h à Chambéry, à la Sasson.*

C'est comme à la poste, à l'hôpital, ou encore comme pour le téléphone ou l'électricité... Chaque année, l'état de destruction de l'éducation s'aggrave un peu plus. La profession s'est peu mobilisée l'an dernier sur les retraites ou les postes en dehors des « temps forts inter-syndicaux ». De fait, c'est un encouragement à poursuivre pour ceux qui nous gouvernent.



**NPA**  
NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

**JOINDRE LE NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE EN SAVOIE**

**06.62.17.55.49**

**npa.73@laposte.net**

